

L'ordre Macron-Castaner : deux poids - deux mesures ? Bien pire...

Récemment, alors que d'impératives mesures sanitaires prohibent en France les attroupements de plus de dix individus, des "indignés" des banlieues et jeunes bourgeois gauchistes investissent par milliers Paris et autres métropoles françaises, volant notamment au secours d'un clan criminalisé - sur lequel on revient plus bas.

Alors que le ministre de l'Intérieur avait interdit toutes ces démonstrations pour "motif sanitaire" ; alors que préfet de police de Paris est réputé brutal, qu'advint-il lors de ces flagrants et massifs outrages à l'ordre public, un peu partout en France ? Rien.

Prenons Paris : chez lui, le maire du XVIIe déplore un million d'euros de dégâts ? Sanctions zéro ; répression nulle. Naguère, des paroissiens parisiens n'ont pas eu cette chance : réunis pour une discrète messe, ils ont vu leur église investie par la police, avec assistance dispersée sans douceur et prêtre bousculé.

Telle est la règle de Macron - Castaner : population française réprimée à la première incartade et racailles ou *Black Blocs* épargnés - quand on ne les laisse simplement pas tout casser à leur guise. Soyons concret :

- Récemment un jeune "issu de la diversité" est frappé alors que, en pleine infraction, il agresse violemment des policiers : l'inspection générale de la police saute sur l'affaire... jérémiades du ministère... sympathie pour la pauvre victime, etc.

- Retour aux manifestations des Gilets Jaunes (novembre 2018-fin 2019) ; voilà ce que constatent des médecins, légistes et urgentistes : "crânes fracassés... yeux éclatés... artères coupées... visages lacérés... rates explosées... hémorragies sévères... fractures des os, etc. "Une boucherie", dit un traumatologue. La répression : 10 000 gardes à vue, 5 300 suivies de poursuites, 2 000 comparutions immédiates, 3 100 condamnations, 1 000 peines de prison ferme, dont 400 avec mandat de dépôt et prison immédiate.

Un Gilet Jaune lance un cocktail Molotov ? [Il n'aurait pas dû] Cinq ans de prison. Chaque semaine, des racailles des zones hors-contrôle jettent des centaines de bouteilles incendiaires sur les forces de l'ordre... bâtiments publics ou privés incendiés, pluie de mortiers d'artifices sur la police ?

On attend qu'un seul d'entre eux soit vraiment condamné pour cela. *Leitmotiv* après la plupart de ces émeutes "Aucune arrestation n'a été effectuée" (pourquoi ?).

Des voyous tirent sur des policiers ou gendarmes ? Là encore, inertie. A l'inverse, un paysan, le patron d'un bar, ouvrent-ils le feu sur des bandits qui les pillent à répétition ? En prison sur le champ, de bons citoyens effondrés, menottés comme des bandits, devant leur famille et tout le village.

Revenons-en à la manifestation motivée par la mort d'Adama Traoré (juillet 2016), lors de son arrestation. La justice tranchera sur le fond de l'affaire, laissons-la travailler. Mais observons que la fratrie Traoré tient plutôt du gang : dizaines de procédures la visant, pluie de condamnations (trafic de stupéfiants... incendies volontaires... coups et blessures... violences avec armes... extorsions sur personnes vulnérables... outrages et menaces de mort, etc.). Atout pour le clan, les incantations de la sœur visent clairement à intimider les forces de l'ordre.

Avis aux hypersensibles journalistes et célébrités : qu'ils se méfient des parfois trompeuses sœurs-vengeresses ! Exemple. Octobre 2010, Bruxelles, deux jeunes femmes voilées ameutent l'opinion belge : parti par élan humanitaire en Irak, leur innocent frère Oussama Atar se meurt d'un cancer dans une atroce geôle de Bagdad ! Pitié pour ce "jeune Belge oublié...citoyen honnête au comportement irréprochable" (*citation des sœurs*) !

A force de sanglots médiatisés, les sœurs-pleureuses mobilisent divers "idiots utiles" : Amnesty International... l'extrême-gauche du cru... La Croix rouge, etc. Manifestation au palais de justice de Bruxelles puis retour d'Oussama en Belgique ; d'où l'intéressé (pas cancéreux du tout...) disparaît. Puis en 2015, l'aimable "jeune Belge" et frère des gémissieuses conçoit les attentats de Paris (Bataclan, etc.), de Bruxelles, etc. - des morts par centaines jusqu'en 2016.

Replié en Syrie, Oussama dit "Abou Ahmed" (son nom de guerre dans "L'État islamique") rit sans doute de la jobardise des "humanistes" bruxellois - mais pas longtemps : peu après, de mécréantes forces spéciales lui offrent un aller simple au paradis. Occasion où, la justice - la vraie - est passée dans toute sa rigueur. ■